



1^{er} CENTRE DE FORMATION COMPTABLE EN LIGNE

100%
gratuit

Les corrigés du DCG 2012
à télécharger gratuitement !
sur www.comptalia.com



Comptalia, l'école qui en fait + pour votre réussite !

CORRIGÉ INDICATIF

SESSION 2012

UE 5 - ÉCONOMIE

Durée de l'épreuve : 4 heures - coefficient : 1,5

*Aucun document ni aucun matériel ne sont autorisés.
En conséquence, tout usage d'une calculatrice est **INTERDIT** et constituerait une **fraude**.*

Document remis au candidat :

Le sujet comporte 2 pages numérotées de 1 à 2.

// vous est demandé de vérifier que le sujet est complet dès sa mise à votre disposition.

I – DISSERTATION

Les liens entre la productivité et l'emploi.

II - ÉTUDE DE DOCUMENT

À l'aide du document fourni en annexe et de vos connaissances, vous traiterez les questions suivantes.

- 1 - Repérez et expliquez les mesures protectionnistes évoquées dans le texte.**
- 2 - Présentez, en l'analysant, une autre forme de protectionnisme que la Chine pratique aujourd'hui et que le texte n'aborde pas.**
- 3 - Quelles sont les caractéristiques du modèle capitaliste chinois ?**

III - QUESTION

Quels sont les fondements théoriques de l'épargne des ménages ?

Barème indicatif

Dissertation..... 10 points
Etude de document..... 6 points
Question..... 4 points

Annexe

« Pékin a bien profité de son adhésion à l'OMC »

Harold Thibault. Le Monde - 10 décembre 2011

La presse officielle chinoise célèbre sans modération le dixième anniversaire de l'entrée du pays à l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Le 11 décembre 2001, la Chine accédait au statut de membre à part entière de l'OMC, après quinze années de négociation. Depuis, ses exportations ont été multipliées par 4,9 - passant, en 2009, devant celles de l'Allemagne - et ses importations sont aujourd'hui 4,7 fois plus fortes qu'en 2001.

"L'évolution sur une décennie prouve que la Chine a atteint son but", interprète le China Daily. Ce journal, porte-voix de Pékin, se félicite : "Comme convenu avec les membres de l'OMC, la Chine a baissé ses droits de douane, supprimé les barrières non tarifaires, telles que les quotas et les licences, et réduit les restrictions imposées aux entreprises étrangères."

Le ton des partenaires commerciaux de la deuxième économie mondiale est plus nuancé. Les Etats-Unis ont d'ailleurs demandé, jeudi 8 décembre, à l'organe de règlement des différends de trancher sur les taxes imposées par Pékin sur l'importation de volailles âgées de moins de 13 semaines, afin de "protéger les emplois américains".

Ce thème est récurrent, alors que la Chine a enregistré, en octobre, un surplus commercial de 17 milliards de dollars (13 milliards d'euros) sur un an, les exportations augmentant de 15,9 %. (...)

L'entrée de la Chine à l'OMC "a créé des opportunités majeures pour les entreprises européennes. Cela a bénéficié à la Chine ainsi qu'au reste du monde, soutenant la croissance économique", reconnaît Dirk Moens, secrétaire général de la Chambre de commerce européenne en Chine. "De nombreuses discriminations subsistent, constate toutefois M. Moens, ainsi que de multiples subventions (pour les concurrents chinois). Les entreprises étatiques ont accès au financement à bas coût et de nombreux secteurs restent inaccessibles aux étrangers." (...)

Dans le secteur automobile, les entreprises étrangères doivent ainsi toujours former une coentreprise avec un partenaire local. Cette règle devait permettre aux constructeurs chinois de rattraper leur manque de savoir-faire, sans s'effondrer face à une concurrence étrangère rodée. (...)

La propriété intellectuelle est un autre sujet de friction permanente pour un pays où huit ordinateurs sur dix fonctionnent sur un système d'exploitation piraté. "Sauf lorsqu'il en va de la santé du consommateur, la Chine ne considère pas la contrefaçon comme un réel trouble à l'ordre public", constate Anne Séverin, avocate associée du cabinet DS. (...)

La décennie écoulée a vu se préciser les contours d'un "modèle" de capitalisme d'Etat chinois. Les champions nationaux gravitent autour du gouvernement central. Ils bénéficient de crédits avantageux et sont facilement reconnaissables à leurs noms (China Mobile, Bank of China, China Telecom, Petrochina, Air China, etc.). Le Bureau de l'organisation du Parti communiste chinois nomme d'ailleurs leurs dirigeants et s'assure ainsi de leur loyauté.

Les entreprises privées et étrangères prospèrent dans les secteurs les plus ouverts, tels que la distribution et les services, où leurs compétences sont les bienvenues. La crise a confirmé cette tendance, le plan de relance ayant renforcé ces champions.

Ce modèle s'éloigne-t-il de l'esprit de l'OMC ? Selon Hua Min, directeur de l'Institut d'économie internationale de l'université de Fudan, à Shanghai, "de multiples groupes d'intérêt s'opposent à davantage d'ouverture et il faut donc accepter que le changement soit progressif ».

Par anticipation, le vice-ministre du commerce, Yu Jianhua, a reconnu, en novembre, qu'il "faut dix ans pour forger une bonne épée".

Proposition de corrigé**I – DISSERTATION**

« Les liens entre la productivité et l'emploi ».

Proposition d'un plan détaillé :

Avertissement : le plan et l'argumentation proposés, ne sont pas les seuls possibles, néanmoins, ils s'efforcent d'inclure tous les éléments de connaissance figurant au référentiel de l'épreuve. Par ailleurs, les éléments de réponse vont souvent plus loin que ce qui est exigible d'un candidat, afin de faire un tour d'horizon complet sur le sujet proposé.

Introduction

Accroche : en période crise économique, la productivité est régulièrement montrée du doigt, tout comme le progrès technique d'ailleurs, accusée d'être responsable de la montée d'un chômage de masse. L'absence actuelle de croissance économique ne peut que raviver le débat sur la relation négative qui lierait la productivité et l'emploi.

Définition de la productivité et de l'emploi : la productivité désigne le rapport entre une production et les moyens mis en œuvre pour l'obtenir (les facteurs de production) et plus particulièrement la quantité de travail (même si l'on mesure aussi la productivité du capital et la productivité globale des facteurs). La productivité est un concept dynamique: c'est son évolution d'une période à une autre (les gains de productivité) qu'on étudie afin d'en mesurer la croissance. On mesure la productivité (apparente et horaire) du travail, la productivité du capital et la Productivité Globale des Facteurs.

L'emploi, au niveau macro- économique, désigne l'utilisation par l'économie nationale de la population active. Il se caractérise par un volume (le nombre d'actifs) et par une structure (le type d'emploi).

Problématique : Dans quelle mesure peut-on considérer que la productivité est l'ennemie de l'emploi ?

Présentation du plan :

- I – La productivité est globalement favorable à l'emploi sur le long terme.
- II – Mais, la productivité peut avoir des effets déstabilisants sur l'emploi.
- III - La nature réelle de la relation productivité - emploi dépend d'autres variables économiques.

Développement

I – La productivité est globalement favorable à l'emploi sur le long terme

A – La productivité améliore la compétitivité des entreprises qui développe l'emploi

Les gains de productivité permettent d'économiser des facteurs de production, donc de baisser le coût des produits ce qui entraîne une amélioration de la compétitivité prix, des performances commerciales et économiques des entreprises.

Les entreprises recherchent en permanence ces gains obtenus par l'amélioration : des outils de production (progrès technique et investissement), de la qualification des salariés (niveau de formation) et de l'organisation du travail. Ils sont aussi générés par les économies d'échelle ou les innovations dans la conception des produits permettant de diminuer le nombre de composants nécessaires à leur fabrication.

Les entreprises qui bénéficient de gains de productivité supérieurs à ceux de leurs concurrents améliorent leur position concurrentielle et développent leur activité, ce qui les amène à créer de l'emploi (à condition que le taux de croissance de l'activité soit supérieur au taux de croissance de la productivité).

B – La productivité essentielle pour la croissance économique et l'emploi

Elle est à la base de la croissance intensive qui caractérise en grande partie le développement économique des pays développés (par opposition à la croissance extensive).

Les gains de productivité réalisés dans une économie peuvent se répartir de différentes façons : ils peuvent bénéficier aux salariés sous la forme d'augmentation de salaire, d'une réduction du temps de travail ou des deux. Ils peuvent aussi bénéficier aux entreprises qui augmentent leurs profits grâce à la diminution relative du coût du travail. Les entreprises peuvent alors soit investir, soit distribuer des dividendes aux actionnaires. Enfin, les gains de productivité peuvent se traduire par une baisse des prix qui profite aux consommateurs. Cette augmentation du pouvoir d'achat se traduit par une croissance de la demande qui se répercute sur la demande de travail.

Cette croissance globale de la production s'accompagne donc de celle de l'emploi. Ces mécanismes ont été à l'œuvre pendant les 30 Glorieuses.

Il est à noter, à l'inverse, qu'un ralentissement, voire une baisse de la productivité, ne permet pas de réduire le chômage, sans baisse de salaire proportionnelle. En effet, le coût relatif du travail augmentant, la contrainte extérieure se manifeste par une baisse des exportations et une augmentation des importations. La progression de la productivité permet donc de conserver la compétitivité extérieure, donc les emplois liés aux activités d'exportation.

C – La productivité provoque une élévation du niveau de qualification des actifs

La productivité du travail est souvent liée à l'amélioration des savoir-faire et des compétences des salariés. Ces compétences se développent par la formation initiale et professionnelle. Elles correspondent à des niveaux de qualification supérieurs, des niveaux de productivité et de rémunération plus élevés. La productivité améliore donc le niveau de qualification et de rémunération de l'emploi.

De la même manière quand les gains de productivité sont liés à l'amélioration des performances du capital technique ou des procédés de fabrication, le développement et l'introduction de ces innovations dans les entreprises nécessitent l'utilisation d'une main d'œuvre plus qualifiée.

Il n'est pas étonnant, dans ce contexte, de constater que les catégories socio-professionnelles dont l'effectif a le plus progressé sur les cinquante dernières années, en France sont les cadres et professions intellectuelles supérieures et les professions intermédiaires (techniciens supérieurs). De même dans la catégorie ouvriers, les effectifs des ouvriers qualifiés ont progressé au détriment de l'effectif des OS.

Transition : Incontestablement, les gains de productivité peuvent avoir des effets favorables tant sur le niveau de l'emploi que sur sa répartition en termes de niveau de qualification. Pour autant ces effets favorables des gains de productivité n'empêchent pas la présence d'effets indésirables sur l'emploi.

II – Mais, la productivité peut avoir des effets déstabilisants sur l'emploi**A – La disparition des emplois faiblement qualifiés et en sureffectif sur le court terme**

Une partie des gains de productivité est obtenue par substitution du capital technique au travail, symbolisée par l'automatisation et la robotisation du processus de production. Cette tendance explique le recul de l'emploi non qualifié de type industriel et a le plus souvent condamné leurs porteurs au chômage de longue durée. La logique des gains de productivité peut donc conduire à l'inemployabilité d'une frange importante de la population active. Si la productivité génère des emplois plus qualifiés, ils ne profitent pas aux individus les moins qualifiés.

D'autre part, dans un contexte de croissance molle, les gains de productivité supérieurs au taux de croissance peuvent contribuer à la spirale déflationniste : on produit moins cher la même quantité de biens, ce qui génère des sureffectifs et des licenciements économiques. Ces licenciements provoquent une baisse de la demande globale puisque les chômeurs ont un pouvoir d'achat inférieur aux actifs occupés. La production tend à diminuer encore, exacerbant la concurrence entre entreprises, donc la recherche de nouveaux gains de productivité.

B – Des effets de déversement déstabilisant sur le long terme

Les gains de productivité soutenus dans une activité soumise à une croissance moindre de la demande qui lui est adressée, provoquent des effets de diminution d'actifs plus ou moins

rapides. C'est le déversement sectoriel cher à A. Sauvy. Ainsi s'explique l'effondrement de l'emploi dans le secteur agricole, en partie la baisse plus récente de l'emploi industriel et à l'inverse le gonflement des emplois du secteur tertiaire. Ce phénomène provoque le bouleversement plus ou moins rapidement la structure des emplois, contraignant les actifs à une mobilité intersectorielle s'accompagnant d'une montée d'un chômage de reconversion plus ou moins durable de la partie des salariés les moins mobiles professionnellement.

Ce que l'on peut constater au niveau de l'emploi sectoriel, se répercute au niveau des professions et des qualifications. Les actifs aux capacités d'adaptation les plus faibles, ceux pour qui la reconversion professionnelle par la formation professionnelle est difficile sont alors victimes d'un chômage de plus ou moins longue durée.

D'une manière générale, la recherche permanente de gains de productivité remet en cause les contenus et l'organisation du travail qui transforment les emplois et nécessitent un effort quasi permanent d'adaptation de la main d'œuvre.

La course à la productivité se traduit donc bien par des effets déstabilisants sur la structure des emplois.

Transition : Les effets négatifs sur l'emploi des progrès de la productivité sont donc aussi réels que les effets positifs mis précédemment en évidence. La contribution réelle de la productivité au niveau de l'emploi dépend en fait d'autres variables économiques.

III - La nature réelle de la relation productivité - emploi dépend d'autres variables économiques

A – La corrélation avec le niveau de la croissance économique

C'est le niveau d'activité économique qui détermine finalement si les effets de la productivité sur l'emploi sont globalement positifs ou négatifs.

Dans les périodes de faible croissance économique, voire de récession sectorielle ou générale, la progression de la productivité s'accompagne d'une diminution des emplois. A l'inverse, dans une situation de croissance, le même niveau de gains de productivité ne se traduit pas par une diminution du nombre d'emplois.

Le ralentissement de la productivité généralement constaté en période de récession s'explique en partie par le souci des entreprises de retarder au maximum les licenciements économiques et les dégâts sociaux qui vont avec.

Nous pouvons donc tirer cette loi générale : lorsque la croissance est élevée, ou tout du moins supérieure à celle des gains de productivité, alors l'emploi progresse et à l'inverse lorsque la croissance est moins rapide, les gains de productivité réduisent l'emploi.

B – Le rôle du coût et de la durée du travail et celui de la répartition des gains de productivité

Pour comprendre, l'influence de la productivité nous devons faire intervenir une troisième variable décisive, le coût du travail. L'efficacité du travail doit être rapportée à son coût. Dans la théorie néoclassique, le salaire est déterminé par la productivité marginale du travail. Cela explique donc l'augmentation du niveau réel des salaires dans les périodes où la productivité progresse.

Néanmoins, si le prix du travail augmente plus vite que la production par actif, alors les gains de productivité ne s'accompagneront pas d'effets positifs sur l'emploi, bien au contraire. Les effets de substitution du capital au travail engendrés, viennent annuler les effets positifs de la productivité sur l'emploi.

La répartition des gains de productivité entre les différents agents économiques est donc essentielle pour comprendre leurs effets sur l'emploi. La répercussion des gains de productivité sur la baisse des prix et l'augmentation des salaires permet de dynamiser la demande et la croissance, donc l'emploi.

Au contraire, si les gains de productivité sont conservés par les entreprises pour investir et/ou pour distribuer des dividendes à leurs actionnaires, les effets de la productivité sur l'emploi seront beaucoup plus faibles à court terme. Mais à long terme la stimulation de l'investissement et du financement des entreprises est de nature à redynamiser l'emploi. Le compromis fordiste des 30 Glorieuses repose précisément sur un équilibre de la répartition des gains de productivité.

Le dernier élément à prendre en compte est celui de la baisse du temps de travail. Celle-ci mécaniquement peut annuler les effets de la progression de la productivité horaire du travail. Ainsi, si le temps de travail d'un salarié français a diminué de moitié depuis le début du XX^{ème} siècle, c'est le résultat des formidables gains de productivité qui ont été réalisés sur la période. Autrement dit, sans la diminution du temps de travail, les gains de productivité auraient débouché sur une augmentation assez modeste du volume d'emplois, alors que la population active a pratiquement doublé sur la période.

Conclusion

Rappel des conclusions des deux parties et réponse à la problématique :

Les gains de productivité sont essentiels, tant pour la compétitivité des entreprises que pour la croissance économique. Le niveau de l'emploi dépend largement de la compétitivité des entreprises et de la vigueur de l'activité économique. En conséquence nous pouvons affirmer que les gains de productivité entraînent sur le long terme une augmentation du volume de l'emploi. Parallèlement, nous pouvons constater une amélioration de la qualification des actifs. Néanmoins, les gains de productivité peuvent avoir aussi des effets déstabilisant sur l'emploi dans certaines industries, pour certains métiers et qualifications. Finalement, l'augmentation de la productivité provoque des effets de « destruction créatrice » sur l'emploi, mais ne peut être considérée comme l'ennemie de l'emploi. L'importance respective de la destruction et de la création repose finalement sur la nature de la répartition des gains de productivité et sur le rythme de la croissance économique.

Elargissement :

La récession qui s'est installée en Europe depuis 2008, suite à la crise financière de 2008, dite des « Subprimes », s'est accompagnée d'un ralentissement très important de la productivité apparente du travail. Cette baisse a permis d'éviter une explosion du taux de chômage, ce qui démontre encore une fois le rôle de la croissance dans la relation productivité-emploi. On peut parier à l'inverse que la reprise de l'activité en France n'entraînera pas immédiatement celle de l'emploi, toute absorbée par le reconquête des gains de productivité.

II – ETUDE DE DOCUMENT

A l'aide du document fourni en annexe et de vos connaissances vous traiterez les questions suivantes. (6 points)

1 – Repérez et expliquez les mesures protectionnistes évoquées dans le texte.

On peut définir le protectionnisme comme l'ensemble des mesures visant à protéger la production et les producteurs d'un pays de la concurrence étrangère. Les formes de protectionnisme sont diverses comme le montre l'article du monde de Harold Thibault à propos de la Chine.

Les mesures du protectionnisme tarifaire

Les droits de douane qui sont en baisse dans le cas de la Chine depuis son adhésion à l'OMC, mais qui subsistent sur certaines productions (exemple des volailles américaines de moins de 13 mois dans le texte). Les droits de douane renchérissent les produits importés, les rendant moins compétitif que l'offre des producteurs nationaux, ou trop onéreux pour les consommateurs.

Les mesures de protectionnisme non tarifaire

Les quotas et les licences. Il s'agit de limiter et de contrôler quantitativement l'accès au marché de produits étrangers.

Les discriminations envers les entreprises étrangères : subventions d'Etat et financements préférentiels qui faussent la concurrence avec les entreprises étrangères qui ne bénéficient pas de ces aides, en Chine, mais aussi au niveau des exportations chinoises. Ces mesures améliorent artificiellement la compétitivité des entreprises chinoises.

Les mesures de protectionnisme administratif

Il naît de la loi et de la réglementation (normes sociales, environnementales ou sanitaires ; traitement discriminant des firmes étrangères...)

- Les interdictions de produits et/ou de producteurs étrangers dans certains secteurs considérés comme stratégiques par les autorités chinoises.
- L'obligation des co-entreprises, entre étrangers et Chinois (joint-venture) pour faire progresser les savoir-faire chinois, comme dans le secteur automobile. C'est une forme habile de protectionnisme éducateur prôné par List pour protéger les industries dans l'enfance.

2 – Présentez, en l'analysant une autre forme de protectionnisme que la Chine pratique aujourd'hui et que le texte n'aborde pas.

La Chine, pour développer ses exportations et alimenter sa croissance pratique depuis de nombreuses années un protectionnisme monétaire (ou dumping monétaire) qui consiste à maintenir sous-évalué le Yuan, et à l'arrimer au dollar de manière à ce que la monnaie chinoise épouse parfaitement les variations de la devise américaine vis-à-vis du premier client des exportations chinoises, les Etats-Unis et de tous les autres clients réglant en dollars.

Il s'agit pour les autorités monétaires chinoises de maintenir la compétitivité-prix des exportations nationales, afin de mieux les stimuler, et au contraire de pénaliser les importations pour le bénéfice des entreprises chinoises.

La Chine n'est pas la seule nation à pratiquer cette forme indirecte de protectionnisme. Les européens accusent les américains de maintenir le dollar sous-évalué par rapport à l'euro, afin de favoriser leurs exportations dans la zone euro et de pénaliser les exportations européennes sur leur territoire. Pendant la crise monétaire en Europe en 1992-93, les pays européens qui sont sortis du SME, comme l'Italie et le Royaume-Uni ont eux aussi encouragé la dévaluation de leur monnaie pour favoriser leurs produits sur le marché européen.

Nota bene : on aurait pu penser à un protectionnisme (ou un dumping) social, qui consisterait à maintenir un coût de main-d'œuvre faible, avec une absence de protection sociale et des conditions de travail très difficiles (semaine à 49h, par exemple). L'avantage en termes de coût du travail étant le principal avantage concurrentiel de l'économie chinoise. Mais il s'agit en fait d'un avantage comparatif (et non d'une politique délibérée de la Chine, donc pas d'une mesure protectionniste). D'ailleurs les salaires augmentent très vite ces dernières années (+ 19 % en 2011) et un système de protection sociale collective progressivement mis en place.

3 – Quelles sont les caractéristiques du capitalisme chinois ?

Il faut entendre par capitalisme chinois, le système économique de la Chine considéré dans son ensemble. On parle à propos de la Chine, de capitalisme d'Etat, de capitalisme à la Chinoise ou bien encore de socialisme de marché à la chinoise. Derrière la diversité de cette terminologie, se cache un modèle économique original où intérêts privés et interventionnisme autoritaire de l'Etat sont associés. .

L'interventionnisme d'Etat, hérité du modèle de l'économie socialiste qui prévaut jusqu'en 1979 a changé depuis 30 ans. Même si beaucoup d'entreprises, notamment dans le secteur des services, ont été privatisés et un grand nombre d'entreprises d'Etat non rentables, liquidées, l'économie chinoise est encore manifestement pilotée par l'Etat et le parti communiste. Les très grandes entreprises chinoises, des FTN en fait, sont des entreprises publiques qui bénéficient des soutiens financiers de l'Etat et de dirigeants nommés par le parti communiste.

C'est l'Etat qui décide du rythme d'ouverture et de libéralisation de l'économie chinoise. Il a ainsi décidé d'entrer à l'OMC pour favoriser le principal moteur de la croissance, à savoir les exportations. Pour la même raison, il a mené une politique monétaire en faveur des entreprises chinoises. C'est aussi l'Etat qui a permis les IDE sur son sol, au départ par le biais de co-entreprises associant à égalité chinois et étrangers, de manière à combler son retard technologique et son manque de savoir-faire. C'est lui, enfin qui décide des secteurs réservés et ceux bénéficiant de l'ouverture internationale.

Ce capitalisme est représentatif d'un modèle de développement « asiatique » (rencontré en Corée du sud, à Singapour, à Taïwan, au Japon notamment) dont la croissance est basée sur le débouché extérieur qui représente plus de 60 % du PIB du pays. La dynamique économique est entretenue par des taux d'investissement pharaoniques, qui font craindre de problèmes de rentabilité du capital dans un futur proche. Depuis la récession de 2009-2010, les chinois désormais dépendants de la santé économique de leurs partenaires commerciaux (Europe et USA en tête), tentent de réorienter leur croissance vers le débouché intérieur, à savoir la consommation finale. Le contexte de progression des revenus et l'émergence d'une vaste classe moyenne de plus de 300 millions de chinois explique aussi ce changement de stratégie.

Enfin, du point de vue de l'activité, la Chine se positionne comme une puissance industrielle de premier plan, même si le pays a connu quelques succès au niveau des services, de télécommunication notamment. Dans les années 80-90, la Chine est le plus grand atelier du monde assemblant des produits pour le compte de donneurs d'ordre étrangers. Petit à petit les entreprises chinoises vont investir tous les segments des marchés de biens de consommation. A partir des années 2000, la Chine devient la première usine du monde, concevant et fabriquant des produits technologiques souvent innovants, grâce à des stratégies de remontée et de descente de filières et aux transferts technologiques consécutifs à l'implantation d'entreprises occidentales sur le territoire chinois.

III – QUESTION : Quels sont les fondements théoriques de l'épargne des ménages ?
(4 points)

Le taux d'épargne en France atteint un niveau historiquement très élevé, avoisinant les 17 % du revenu disponible des ménages en 2011. L'épargne en tant qu'alternative à la consommation finale des ménages est une variable macro-économique sensible, particulièrement en période de récession.

L'épargne des ménages se définit comme la partie du revenu qui n'est pas consommée. L'épargne désigne tout comportement qui induit un sacrifice immédiat (la satisfaction d'un besoin par la consommation) dans l'espoir d'obtenir un gain futur.

Si le concept d'épargne ne pose pas de problème dans sa définition et sa mesure, ses interprétations théoriques sont multiples. Nous présenterons les conceptions néoclassique et keynésienne de l'épargne, ainsi que le regard particulier d'un économiste Franco Modigliani.

Pour les néoclassiques, l'épargne est une consommation différée dans le temps. Un ménage renonce à une consommation immédiate, afin de bénéficier d'un revenu de l'argent ainsi épargné. L'épargne permet ainsi d'augmenter son revenu futur, donc son niveau de consommation futur. Le déterminant principal du taux d'épargne $[(\text{Epargne} / \text{Revenu disponible}) * 100]$ est le taux d'intérêt. En effet, l'augmentation de la rémunération de l'épargne entraîne une baisse de la préférence pour le présent et pour la consommation et au contraire une préférence pour le futur et l'épargne immédiate. L'épargne ne dépend pas du revenu immédiat.

Milton Friedman avec le concept de revenu permanent, montre que la consommation donc l'épargne, ne sont pas déterminées par le revenu courant soumis à des variations, mais par le revenu permanent, c'est-à-dire le revenu moyen anticipé sur le long terme par les ménages. Ce qui expliquerait la relative constance dans le temps des propensions moyennes à consommer et à épargner.

Pour les keynésiens, au contraire, l'épargne est un résidu (ce qui n'est pas consommé) et est déterminée par le niveau du revenu. Plus le revenu augmente et plus la propension moyenne et marginale à consommer augmentent. Par ailleurs, Keynes propose une analyse originale de l'affectation du revenu non consommé : soit il va être thésaurisé sous forme d'encaisses monétaires, soit épargné, c'est-à-dire prêté contre rémunération. C'est le niveau du taux d'intérêt qui arbitre entre ses deux possibilités. Notons, en plus des fonctions traditionnelles de l'épargne, qui permet soit une consommation future, soit un revenu additionnel, la présence d'une épargne de précaution destinée à se couvrir des risques et incertitudes perçus dans le futur. C'est l'introduction de déterminants psycho-sociologiques dans l'analyse économique de l'épargne.

La théorie du cycle de vie de F. Modigliani montre que le comportement d'épargne ne dépend ni du niveau des taux d'intérêt, ni directement du moins, du niveau du revenu courant des individus, il varie en fonction de l'âge des individus, il s'agit donc de lier comportement des individus et âge. Les ménages empruntent en début de vie active, ce qui leur permet d'avoir un niveau de vie supérieur à leur niveau de revenu, puis ils épargnent la plus grande partie de leur vie active, pour enfin désépargner après le départ à la retraite pour faire face à la baisse importante de leur revenu. Cette variation de l'épargne au cours de la vie explique la constance du niveau de consommation tout au long de la vie.